

7 février 2015, communiqué des Bagumyabanga réunifiés par le principe du respect des 39 recommandations du Cndd-Fdd du 7 et 8 août 2004

Le 07 février 15



Hussein Radjabu

Le 7 février 2007, 8 ans déjà le président Pierre Nkurunziza à travers le pseudo congrès de Ngozi, il a officialisé un Conseil dit des sages au sein du parti Cndd-Fdd. Ce Conseil dont Pierre Nkurunziza est Président à vie prend toutes les décisions, même anticonstitutionnelles et antidémocratiques en lieu et place du Congrès du parti qui n'a que le rôle d'avaliser.

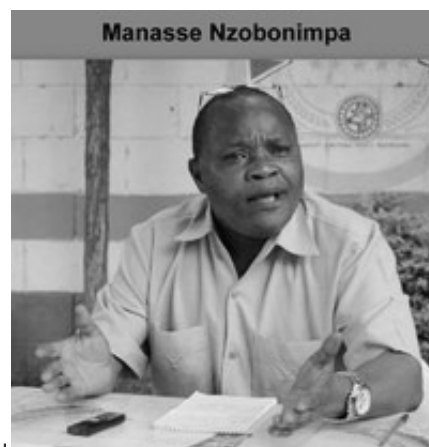
Ce Conseil bloque le parti Cndd-Fdd de progresser avec les missions que les Bagumyabanga lui ont confiées dès sa création lors du Congrès du 7 et 8 août 2004 à Gitega ce qui a poussé ses derniers de réagir en date d'aujourd'hui en communiquant ce qui suit :

1. Les Bagumyabanga réunis par le principe du respect des 39 recommandations de Gitega rappellent que le Conseil des sages a été créé au sein du Cndd-Fdd de couvrir le président Nkurunziza dans ses ambitions de s'afficher comme dirigeant à vie de ce parti contournant ainsi malignement l'article 100 et 101 de la constitution du Burundi.

2. Ces Bagumyabanga n'ayant plus le droit de s'exprimer ni d'élire ses dirigeants dans la transparence dénoncent cet acte de transformer leur parti en une organisation à actions antidémocratiques.

3. Ils se félicitent d'avoir compris tous ce que le président Nkurunziza Pierre a combattu stratégiquement les membres du bureau du parti d'avant 2007 (**El Hadj Hussein Radjabu** président du parti, **Manassé Nzobonimpa** secrétaire général, **Pasteur Mpawenayo** Secrétaire exécutif, **Pascaline Kampayano** présidente de la ligue des femmes, **Jean Petit Nduwiman** président de la ligue des jeunes) jusqu'au point de les démembrer en violation de la loi qui leur donne droit d'accomplir la mission de renforcer la démocratie au sein du parti Cndd-Fdd et au sein des mouvements de femmes et de jeunes qui lui sont intégrés.

Ici le seul objectif était de mettre en cause la ligne directrice du parti après l'avoir muselée par des moyens répressifs tout Mugumyabanga fidèle aux structures du parti, engagé à la défendre.



Manasse Nzobonimpa



Pasteur Mpawenayo

4. Ils déplorent le désordre qui a suivi à l'Assemblée nationale qualifié par des limogeages honteux de certains membres du bureau (**Nahayo Immaculée, Alice Nzomukunda**) et la catastrophe de chasser en violation de la loi les 22 députés afin de transformer cette boîte respectueuse en une caisse de résonance du groupe agissant au nom du Cndd-Fdd qui fait la pluie et le beau temps pour son compte dans toutes les institutions du pays.

5. Ils informent avec regret au leadership des Upronistes non reconnu par le ministère de l'intérieur, aujourd'hui aussi victimes de ce désordre installé, que n'eut été leur complicité et indifférence en 2007 et la période qui a suivi les vrombissements, les alertes de violations diverses, des emprisonnements des innocents très critiques pour le moment n'auraient pas atteint ce degré et leur Uprona serait aussi à l'abri de ces perturbations handicapant le multipartisme au Burundi.

6. Ces Bagumyabanga sollicitent toutes les couches de la Nation Burundaise de ne plus céder à la manipulation et aux mensonges de ce clic qui s'est baptisé **BACEMWO** car c'est le manque de vigilance qui a fait que ce Burundi qui marche aujourd'hui sur les **BEQUILLES** soit paralysé sur le plan politique et socio-économique.



Jean-Petit Nduwimana

7. Ils annoncent que la question du 3ème mandat du président de la république ne devrait pas être d'actualité car au Cndd-Fdd selon les résolutions du 7 et 8 août 2004 non seulement le président de la république aucune personne ne doit dépasser 10 ans à son poste que ça soit à l'exécutif ou au parti. Aujourd'hui il n'y a que les courtisans qui ignore sciemment ce principe.

8. A la justice burundaise ils demandent qu'elle s'investisse pour bien mener les enquêtes sur l'assassinat des 3 sœurs de la paroisse Guido Maria Conforti de Kamenge en épargnant aucune personne cité par des sources diverses pour être impliqué dans l'exécution ou la planification du crime.

9. Pour terminer ils demandent au président de la république la libération de Bob Rugurika ainsi que tous les prisonniers politiques sans ségrégation ; ils remercient les organisations nationales et internationales des droits de l'homme qui s'investissent pour ça.



Pascaline Kampayano

Le porte parole